

Saisie des questions parlementaires

Visualisation

Question écrite (14/10/2024)

Dégâts causés par la faune sauvage sur les biens publics et privés des communes

Mme Sylviane Noël attire l'attention de Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques sur les dégâts causés par la faune sauvage, en particulier les sangliers, sur les biens publics et privés des communes.

Ces dernières années, la prolifération des animaux sauvages a entraîné une recrudescence des dégradations sur les cultures agricoles, les infrastructures communales, ainsi que sur les biens privés.

Dans son département, l'exemple de la commune d'Ayze qui fait face à des signalements hebdomadaires de la part de riverains dont les propriétés sont saccagées par des sangliers, des blaireaux ou des chevreuils, est parlant.

Au-delà des jardins privés, ces animaux causent également des dégâts importants sur le terrain de football communal, mais aussi dans les vignes, ce qui pénalise les agriculteurs et viticulteurs, sans parler des dangers qu'ils représentent sur les routes où les risques de collision avec des véhicules sont constants.

Ces détériorations engendrent non seulement des pertes économiques importantes pour les acteurs économiques des communes concernées, mais aussi des coûts considérables pour les collectivités qui doivent remettre en état.

Malgré des mesures de régulation mises en place, il apparaît, dans un contexte où ces animaux s'aventurent de plus en plus dans ces zones rurales ou périurbaines, que celles-ci sont insuffisantes pour enrayer efficacement cette surpopulation.

En outre, les indemnités versées aux agriculteurs pour compenser les pertes subies sont souvent jugées inadaptées tant en termes de délais que de montants.

Aussi, Madame la Sénatrice souhaiterait savoir quelles mesures supplémentaires le gouvernement envisage de prendre pour mieux encadrer la gestion de la faune sauvage et limiter les dégâts causés par celle-ci, notamment par les sangliers.

Elle demande également si une révision du dispositif d'indemnisation des agriculteurs et des collectivités, en vue de le rendre plus rapide et plus équitable, est envisagée. Enfin, elle souhaite connaître les intentions du gouvernement quant à la mise en place de dispositifs de prévention plus efficaces, susceptibles de protéger les biens publics et privés contre ces dommages croissants.

À propos des cookies

Bienvenue ! Ce site utilise des cookies pour la lecture de vidéos embarquées et pour mesurer la fréquentation afin de pouvoir améliorer son fonctionnement et son administration.

[Tout accepter](#) [Tout refuser](#) [Personnaliser](#)